



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social et à la vingt-quatrième

session extraordinaire de l'Assemblée générale :

thème prioritaire : stratégies d'élimination

de la pauvreté visant à parvenir à un développement

durable pour tous

**Déclaration présentée par l'Organisation mondiale
pour l'éducation préscolaire (OMEP), la Fondation PEACE
(Élimination de la pauvreté et éducation communautaire)
et la Federation of American Women's Clubs Overseas
(FAWCO), organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique et social***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Mener la guerre contre la pauvreté grâce à l'éducation préscolaire

Dans la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, les États Membres s'engagent à protéger les droits et les libertés fondamentales de tous les enfants réfugiés et migrants, quel que soit leur statut, en donnant toujours la priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant, et à se conformer à leurs obligations au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Les objectifs de développement durable contiennent de nombreux objectifs et cibles relatifs à la protection des enfants en déplacement, y compris l'objectif 1), « Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ». Pourtant, la pauvreté chez ces enfants constitue une urgence négligée.

Les effets de la pauvreté sont bien connus et pris en compte dans une certaine mesure dans la politique sociale. On en sait moins sur les types de pauvreté qui touchent les populations de migrants et de réfugiés dans les pays de transit et de destination. Les réfugiés et les migrants forcés n'étant souvent pas pris en compte dans les recensements de population et les enquêtes sur la pauvreté, ils sont exclus de la planification de l'élaboration de politiques. Ils sont confrontés à des formes de pauvreté sévères, résultant des privations subies pendant les années de déplacement et de réinstallation. Leur pauvreté inclut des dommages économiques et psychosociaux tels que la perte du foyer, de la sûreté et de la sécurité, du rôle et du statut social, de la culture et de la communauté. L'incapacité des familles réinstallées à s'intégrer socialement dans le pays hôte se rapporte directement à leur extrême pauvreté.

Dans le monde, 43 % des enfants de moins de 5 ans, soit 250 millions, risquent de mal se développer en raison de la pauvreté et des injustices sociales qui y sont liées. Ces statistiques effarantes n'incluent pas les millions d'enfants qui ont migré au-delà des frontières ou qui sont déplacés de force. L'absence de données ventilées fiables sur ces enfants les relègue souvent aux marges des débats et décisions concernant les migrations et les déplacements. Les enfants migrants et réfugiés sont pratiquement invisibles, comme la pauvreté qui les entoure.

Ces enfants font face à de trop nombreuses pertes, notamment celles de leurs parents, des membres de leur famille élargie ou de leurs amis, de leurs maisons, d'une enfance normale, de l'apprentissage, de la possibilité d'aller à l'école, de leur identité culturelle et d'une intégration sociale. Souvent, ils perdent espoir en l'avenir.

Les enfants migrants et réfugiés sont confrontés à trop d'obstacles : accès limité aux services sociaux de base, particulièrement à la nutrition, l'eau, l'assainissement, le logement, l'éducation et l'information, exclusion sociale, discrimination et absence de protection, autant de facteurs qui ont des effets dévastateurs sur leur développement mental, physique et émotionnel. Ils sont davantage susceptibles d'être victimes d'exploitation, de traite ou de violence.

L'expérience de la pauvreté prive ces enfants de leurs droits fondamentaux inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant. La pauvreté des enfants est étroitement et systématiquement associée à des désavantages mesurables tant pour les individus que pour les sociétés dans lesquelles ils vivent.

Les enfants de 0 à 5 ans sont les plus à risque. Cette période est en effet cruciale pour le développement physique, cognitif, linguistique et social. La recherche montre

clairement que les expériences des premières années de vie déterminent la capacité du cerveau et le fonctionnement tout au long de la vie.

Le bien-être général de l'enfant ne peut être compartimenté dans les secteurs du développement de la santé, de l'éducation, émotionnel ou psychologique. L'analyse du point de vue de l'enfant dans son ensemble nécessite une approche du cycle de vie respectant les besoins universels de la petite enfance, de l'enfance et de l'adolescence.

Il y a un besoin urgent de politiques efficaces pour améliorer les conditions de vie et promouvoir des avantages à long terme pour les enfants migrants et réfugiés, ainsi que pour leurs pays d'origine, de transit et de destination. La surveillance et l'analyse de la pauvreté des enfants à tous les niveaux, de ses aspects économiques et psychosociaux, et de ses facteurs déterminants, sont cruciales pour la conception et la mise en œuvre de ces politiques.

Les priorités de l'État et les investissements déterminent dans une large mesure l'accès des enfants, et notamment des enfants migrants et réfugiés, à des services de base de qualité, à des environnements de jeu et de loisirs sûrs et à l'éducation. Les recherches menées par les principaux économistes ne laissent aucun doute quant au fait qu'investir dans les enfants brise le cycle de la pauvreté et permet à nos citoyens les plus jeunes de développer pleinement leur potentiel.

De concert avec l'UNICEF, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP), le Consortium mondial de la paix pour la petite enfance souligne que le développement du jeune enfant est l'une des stratégies les plus productives et les plus rentables pour briser les engrenages de la pauvreté de génération en génération, de la violence et des mauvais résultats scolaires. Le développement du jeune enfant incorpore tous les aspects du développement humain, notamment physique, linguistique, intellectuel, social, émotionnel et éthique, ainsi que l'éducation préscolaire sous toutes ses formes. Le développement du jeune enfant réduit les risques de troubles de santé mentale et apporte un sentiment de routine, de stabilité, de structure et d'espoir pour l'avenir. Un développement du jeune enfant de haute qualité comporte une sensibilité culturelle et inclut les parents et les familles comme acteurs importants pour le bien-être des enfants. Les liens intra et interfamiliaux et communautaires permettent également de promouvoir la cohésion sociale et contribuent à la consolidation de la paix.

La société civile « Initiative pour les droits de l'enfant dans les pactes mondiaux » souligne la nécessité de respecter et de réaliser les droits des enfants réfugiés ou migrants, y compris le droit au développement du jeune enfant et à l'éducation.

« Les lois pour le Pacte mondial » représentent une vision de la société civile pour un programme de transformation axé sur la mobilité humaine, la migration et le développement. Elles soulignent l'importance de l'accès aux services de base et de l'appui aux programmes de développement, d'éducation et de soin pour les enfants avant l'âge d'entrée à l'école.

Les centres de développement du jeune enfant qui ciblent les enfants les plus défavorisés et rassemblent les communautés pour favoriser le bien-être de l'enfant servent de plateforme pour réduire les risques liés à la pauvreté et éviter que les conflits ne dégèrent en violence. Les programmes ci-après illustrent ce point.

Le programme d'éducation iACT Little Ripples, destiné aux réfugiés darfouriens et mis en œuvre par l'Association internationale des conseillers et des thérapeutes et le Jesuit Refugee Services, forme et emploie des femmes réfugiées pour

soutenir le développement socioémotionnel, cognitif et physique des enfants de 3 à 5 ans grâce à l'apprentissage par le jeu, fournit un soutien nutritionnel, favorise la participation des parents et crée une base pour la paix et le relèvement des communautés exposées à des traumatismes et à la pauvreté.

Le Comité international de secours et Sesame Workshop collaborent sur le programme Early Childhood Development Humanitarian Response Initiative pour produire et diffuser des programmes innovants en faveur des enfants touchés par la crise syrienne, renforcer les interactions entre soignants et enfants et améliorer l'apprentissage des enfants et les résultats socioéconomiques.

En Syrie, au Bangladesh, en Ouganda, au Myanmar et en Inde, Children on the Edge, qui travaille en partenariat avec les communautés locales, aide les enfants marginalisés et oubliés qui vivent en marge des sociétés, en subvenant à leurs besoins de base, notamment en termes d'éducation.

Au Rwanda, le programme ECD & Family, soutenu par le Gouvernement, s'occupe du développement global des enfants de moins de 6 ans par le biais de la prestation de services intégrés de santé, de nutrition, d'apprentissage précoce et de protection destinés aux familles et aux enfants.

Au Liban, le projet pilote Arab Resource Collective porte sur les besoins particuliers des enfants réfugiés de la naissance jusqu'à 5 ans et de leurs parents, en utilisant l'intervention précoce pour atténuer les effets négatifs associés aux situations de réfugiés des familles et en promouvant la communication et la compréhension entre les parents réfugiés et les parents des communautés d'accueil.

En Jordanie, le Collateral Repair Project, avec la Federation of American Women's Clubs Overseas (FAWCO) et d'autres partenaires, aide les réfugiés et les victimes des conflits : plus de 1 000 enfants ont pu être scolarisés en 2017.

L'organisation Childhood and Early Parenting Principles fournit un cadre d'engagement multisectoriel et multipartite avec les gouvernements à tous les niveaux pour faire en sorte que chaque enfant se développe dans un environnement sûr et stimulant. L'objectif est de briser les cycles intergénérationnels de la pauvreté et de l'adversité.

Recommandations :

- Faire respecter les droits garantis à tous les enfants conformément au droit international, aux droits de l'homme et au droit humanitaire, et en particulier la Convention relative aux droits de l'enfant ;
- Recueillir des données ventilées quantitatives et qualitatives sur la pauvreté concernant les réfugiés et les migrants, y compris les enfants, pour guider l'élaboration des politiques, le financement et la mise en œuvre des programmes ;
- Définir des indicateurs spécifiques aux enfants qui représentent les privations à phases multiples et interdépendantes. Une approche globale pour la mesure de la pauvreté des enfants est représentée par l'analyse du chevauchement des privations multiples ;
- Créer des « espaces sûrs et de jeu » pour les femmes enceintes, les mères, les aidants familiaux et les jeunes enfants, pour les déplacés de force et les populations d'accueil, et où les besoins de développement des enfants peuvent être traités collectivement pour faciliter l'intégration dans la culture d'accueil ;

- Fournir des programmes de développement du jeune enfant et former des prestataires de services sociaux pour aider les enfants migrants et réfugiés âgés de 0 à 5 ans ;
 - Maintenir l'intégrité de la famille et/ou de la famille élargie à tous les stades de l'expérience migratoire et encourager le regroupement familial ;
 - Promouvoir une collaboration étroite entre les organismes humanitaires et de développement, les organisations non gouvernementales comme l'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire et les autres partenaires internationaux afin de transformer les crises humanitaires en possibilités de développement ;
 - Faire connaître les efforts déployés par les États Membres pour répondre aux besoins des enfants migrants et réfugiés et de leurs familles.
-